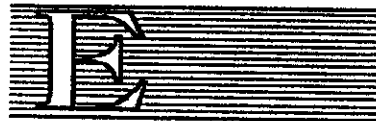


E0359

31726



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : LIMITEE

E/ECA/PSPI.9/17

5 mars 1995

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Neuvième session de la Conférence des
planificateurs, statisticiens et spécialistes
de la population et de l'information africains

Addis-Abeba (Ethiopie)

11-16 mars 1996

**RAPPORT INTERIMAIRE SUR L'APPLICATION DES SYSTEMES DE
PREVISION A COURT TERME POUR LA CONCEPTION DES POLITIQUES
ET LA GESTION ECONOMIQUE DANS DIFFERENTS PAYS AFRICAINS**

INTRODUCTION

1. Conformément à la résolution 500 (XIX) de la CEA sur les systèmes de prévision à court terme en Afrique, le secrétariat de la CEA a poursuivi son assistance aux pays africains dans l'application de ces systèmes. On se souviendra que ce travail a démarré en 1982 par de premiers contacts tendant à mettre en route le processus d'installation de systèmes de prévision basés sur la matrice de comptabilité sociale. Au cours de la période considérée, après un suivi du travail le système a été mis en application dans certains des pays, le cas le plus récent étant celui des Seychelles. Des contacts ont été également établis avec d'autres pays en vue de voir s'ils s'intéressaient à la mise en place de systèmes de prévision basés sur la matrice de comptabilité sociale (MACS). En général, nombre de pays se sont montrés intéressés, estimant que cet outil servirait à identifier les obstacles à court terme et à produire des solutions éventuelles. Dans certains pays, le travail a été entrepris avec l'assistance de la Banque africaine de développement. A la suite des premiers efforts de la CEA et de la BAD tendant à mettre en place le système basé sur la MACS à Maurice, au Zimbabwe et au Rwanda, on a davantage progressé durant la période à l'étude au Congo et plus récemment aux Seychelles. Des modèles pour ces pays ont été élaborés et testés d'abord à la CEA avant l'envoi de missions pour les installer dans les pays eux-mêmes afin de mettre au point la capacité nécessaire à l'échelle locale ainsi que le demande la résolution de la Conférence des ministres.

2. Dans le présent document on s'efforce : i) de donner brièvement les utilisations de la matrice de comptabilité sociale en décrivant son cadre d'analyse au bénéfice des pays qui souhaitent mettre en place des systèmes de prévision à court terme basés sur la MACS; ii) de rendre compte de l'expérience des pays africains dans le domaine des systèmes de prévision à court terme basés sur la MACS en vue d'échanger des données d'expérience; et iii) d'énoncer les problèmes rencontrés dans l'application du système dans les pays.

PREMIERE PARTIE

CADRE D'ANALYSE MACS POUR LA CONCEPTION DES POLITIQUES

3. Une matrice de comptabilité sociale donne une représentation quantitative de l'économie d'un pays au cours d'une période donnée. Cette représentation sert essentiellement de base à l'analyse des politiques économiques et sociales. Par ailleurs, la MACS sert d'instrument devant utilement tester la cohérence et la concordance des données statistiques sur les comptes nationaux, grâce à ses comptes détaillés qui indiquent les relations réciproques entre les diverses transactions au sein de l'économie. De plus, le système de comptes nationaux sert de base de données pour la construction de la MACS et en particulier la vérification de l'équilibre entre les ressources (lignes) et les emplois (colonnes) du système économique en un équilibre colonnes - lignes. De ce fait, la MACS est une forme désagrégée des comptes nationaux (comptes consolidés de la nation) et un prolongement des tableaux d'entrées-sorties (TES). Ici, le principal trait distinctif de la SAM est la comptabilité en partie double sous forme matricielle. Un tel type de présentation permet d'incorporer la dimension sociale du développement dans la SAM ainsi que d'assurer le couplage du système physique et du système financier¹.

4. La planification sectorielle requiert la disponibilité de comptes sectoriels détaillés à un niveau élevé de désagrégation. La répartition des secteurs de production distinctement en produits principaux et en culture essentielles est à cet égard révélatrice. Non seulement une telle désagrégation reflétera les traits saillants de l'économie mais encore elle permettra aux responsables d'identifier facilement les priorités sectorielles et les goulets d'étranglement et de formuler des politiques macro-économiques spécifiques et des programmes d'ajustement. De même, dans la désagrégation des facteurs de production, le principal objectif a été d'abord de saisir le schéma de répartition du revenu du pays et les différentes politiques salariales, etc.

5. Au coeur de la matrice de comptabilité sociale se trouve un tableau d'entrées-sorties qui lie la production, les facteurs de production et la demande finale. L'existence d'un tel tableau est un avantage

¹ Voir CEA, Note sur les matrices de comptabilité sociale.

supplémentaire de la MACS en ce sens que cela permet de traiter de problèmes d'interdépendance structurelle et fait de la MACS un outil efficace dans les modèles de planification de la croissance économique. Les changements structurels et technologiques peuvent ensuite être étudiés à titre expérimental au moyen des relations TES-MACS. Ainsi, cette dernière sert à explorer les implications des changements de politiques grâce à l'analyse du multiplicateur qui indique comment les changements survenant dans un ou plusieurs éléments d'une MACS produisent des changements ailleurs dans la matrice. L'application d'une analyse du multiplicateur avec une MACS complète est beaucoup plus complexe que les techniques d'entrées-sorties parce qu'elle prend en considération toutes les interactions avec chaque étape du processus de liaison entre les revenus, les dépenses et la production ainsi que les effets ainsi produits sur les facteurs institutionnels tels que la répartition du revenu et/ou l'accumulation de capital au sein d'une industrie ou d'un groupe social donné. Dans ce contexte, cette application donne des réponses aux questions telles que les suivantes : qui bénéficie du développement? Comment les gains sont-ils répartis? A ce stade elle répond simultanément à des changements technologiques et à des questions sociales.

6. La matrice de comptabilité sociale gagne de nos jours du terrain et s'impose comme étant la technique la plus appropriée pour répondre à des questions non seulement d'affectation de ressources et de changements structurels mais aussi et dans une plus grande mesure d'impact sur la dimension sociale ainsi que grâce au bouclage itératif du cycle économique demande-production-revenu-demande-production. Puisque la MACS, contrairement aux tableaux d'entrées-sorties, englobe l'ensemble des modules sous une forme plus désagrégée, elle devient un outil convenable pour répondre aux questions de choix de politiques qui non seulement indiquent les effets à l'échelle de l'économie mais aussi donnent une idée claire des effets sur la structure de l'emploi, en particulier les liens entre l'appareil de production et la création d'emplois ainsi que la répartition du revenu et les politiques salariales, et partant la détermination du niveau et de la structure de l'épargne et des régimes fiscaux compatibles. La MACS se relève également utile dans la détermination du rôle et de l'importance de la participation des pouvoirs publics ainsi que de la participation des secteurs privés local et étranger. De surcroît, grâce à ses comptes désagrégés du reste du monde, la MACS donne une idée plus claire des transactions avec l'extérieur. Elle désagrège le compte d'opérations courantes du reste du monde en mécanismes de répartition du marché pour permettre le lancement de politiques de diversification selon les débouchés extérieurs et les produits d'exportation, sans compter la désagrégation du compte de capital en courants de ressources à des conditions favorables et non favorables entre le financement bilatéral et multilatéral pour aboutir à des analyses réalistes sur la demande et l'offre de fonds.

7. La simulation de modèles par analyse de scénarios est l'un des multiples moyens d'étudier des aspects concernant l'économie en termes d'objectifs donnés. Par exemple, il sera peut-être intéressant de savoir, en termes d'injections, le compte qui est le plus susceptible de combler l'écart entre les montants totaux des revenus urbains et ruraux. Est-ce par l'augmentation des revenus urbains et ruraux dans des proportions différentes, ou l'injection essentiellement dans les revenus de la main-d'oeuvre agricole et d'autres activités connexes, etc. qu'on réduira considérablement l'écart. C'est nécessaire pour analyser les politiques de répartition du revenu, en particulier combler les écarts entre les revenus urbains et ruraux et pour réduire la pauvreté. Ce sont là des exemples simples de scénarios en matière de politiques; d'autres scénarios peuvent concerner les questions d'industrialisation et de croissance, les déséquilibres économiques ou les effets des politiques d'ajustement structurel.

PARTIE II

LECONS A TIRER EN AFRIQUE DE L'EXPERIENCE EN MATIERE DE MACS

8. La CEA a, dans le sens décrit plus haut, mis au point des modèles de prévision à court terme basés sur la MACS, modèle en cours d'application dans certains pays, à savoir Maurice, le Rwanda et le Congo. Le modèle est un modèle de demande car il tend à saisir les changements à court terme découlant souvent de fluctuations dans les divers éléments de la demande finale. C'est pourquoi les variables de la demande finale subissent une désagrégation supplémentaire nécessitée par la conception des politiques dans le pays concerné. C'est ainsi que le vecteur d'exportation peut être désagrégé en sous-matrices de relations

commerciales qui distinguent entre les principaux partenaires commerciaux tels que l'Union européenne (UE) et le Japon. Une telle désagrégation permettra au pays d'examiner les effets probables en cas de chute brutale des prix à l'exportation sur un marché ou de contingentement sur un autre marché, de même que les conséquences sur les plans de l'action eu égard au lancement des mesures d'ajustement pour simuler les changements requis dans la production et, par voie de conséquence, dans le revenu et sa répartition. Pour les Seychelles, on a déjà mis au point un tableau d'entrées-sorties et un système pilote de prévision à court terme qui, on l'espère, permettra au pays de construire à l'avenir un système de prévision basé sur la MACS. Il est fait référence ici au cas de 3 pays : Maurice, le Rwanda et les Seychelles.

i) Maurice

9. La MACS et le modèle élaborés pour Maurice collent étroitement à l'économie du pays. En bref, le cadre de la MACS distingue entre le secteur public et le secteur privé et décompose en outre le secteur privé en grandes et petites entreprises. Seuls 15 secteurs apparaissent étant donné que l'économie du pays repose essentiellement sur le secteur sucrier. En ce qui concerne les institutions, seuls les ménages, les entreprises et l'administration générale sont traités car une décomposition plus poussée n'apporterait pas grand-chose ou soulèverait des problèmes de données. Les sous-matrices des relations commerciales établissent une distinction entre les principaux partenaires commerciaux et les groupements sous-régionaux, comme la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, tandis que le compte de capital avec le reste du monde a été adapté au système d'établissement de rapports de la Banque mondiale. On a tenté de considérer les comptes financiers pour Maurice en distinguant neuf postes financiers séparés : les ménages, les entreprises privées, les entreprises publiques, les banques commerciales, les institutions financières non bancaires du secteur public, les institutions financières sans but lucratif du secteur privé, la Banque centrale, l'administration publique et le reste du monde.

10. Par essence, le modèle est un modèle de demande en ce sens qu'il visé à cerner les changements à court terme découlant souvent des fluctuations des divers éléments de la demande finale. Cependant, il englobe certains aspects des besoins fondamentaux et de la répartition du revenu particuliers à Maurice.

11. Dans le modèle pour Maurice, la consommation finale est traitée pour les ménages et l'administration publique étant donné que les entreprises étaient censées être des consommateurs intermédiaires uniquement. La consommation des ménages est séparée en un élément minimum de base et en un autre élément qui varie directement en fonction du revenu corrigé des variations des termes de l'échange qui revêtent particulièrement de l'importance à Maurice. La consommation publique dépend des recettes totales ou du montant total des dépenses publiques ordinaires. Les exportations sont traitées comme étant des fonctions de quotas exogènes avec application d'un facteur de pondération pour tenir compte des changements intervenant dans l'offre, les prix et les autres variables intérieures et extérieures. Les investissements reposent sur le compte de capital de l'Etat comme le veut l'usage dans le pays. Les éléments valeur ajoutée sont obtenus grâce à la structure entrées - sorties bien connue et donnent la structure du revenu.

ii) Rwanda

12. La structure de la MACS préliminaire du Rwanda prend en compte les problèmes de données de sorte que dans certains cas les classifications sont modifiées en fonction des données disponibles. C'est ainsi que la MACS distingue sept facteurs de production (main-d'oeuvre urbaine du secteur structuré, main-d'oeuvre urbaine du secteur informel, main-d'oeuvre rurale, capitaux publics, capitaux privés locaux, capitaux privés étrangers et capitaux mixtes), 39 branches d'activité industrielle comme le prévoit le tableau d'entrées-sorties et 11 secteurs institutionnels. La classification pour le compte relatif au reste du monde prend en considération trois facteurs importants : a) la politique gouvernementale de promotion des échanges commerciaux avec les pays voisins; b) l'enclavement du pays; c) le volume relativement réduit du commerce entre le pays et les autres pays africains. Compte tenu de ces facteurs, 12 groupes de pays entretenant des relations commerciales avec le Rwanda ont été identifiés. Le compte de capital couvre quatre secteurs, à

savoir les secteurs public et privé, le secteur mixte et les travaux collectifs connus au Rwanda sous le nom d'Umuganda.

13. Le modèle de prévision pour le Rwanda (baptisé modèle Umuganda par les responsables rwandais) repose sur une structure statique entrées-sorties où les variations de la demande finale servent à simuler les changements requis dans la production (étant donné des coefficients techniques fixes) et partant dans le revenu et sa répartition. Le modèle comprend quatre blocs principaux : a) demande finale; b) structure de la production; c) affectation du revenu et du financement; et d) balance des paiements. Dans le bloc demande finale, la consommation est formulée de façon à faire ressortir l'existence d'un niveau minimal de consommation de base pour chaque produit ou groupe de produits. Deux groupes d'exportations agricoles sont traités séparément. Il s'agit des exportations assujetties à des contingents et des exportations non soumises à de telles restrictions. Les exportations de minéraux se répartissent également en exportations de minéraux semi-transformés et de matières premières minérales. Pour les investissements publics, les travaux collectifs et les investissements privés, les investissements réalisés sont traités à part.

14. Dans le bloc production, les coefficients techniques sont mis à jour et le coût unitaire de base des produits de chaque branche est calculé. C'est également dans ce bloc qu'est traitée l'équation d'équilibre de base pour équilibrer les ressources et leur utilisation. Les taxes indirectes nettes de subvention y sont également calculées. Le bloc affectation des recettes définit les relations de la rémunération de la main-d'oeuvre et du capital, des transferts entre institutions ainsi que des revenus des facteurs extérieurs et des revenus non-facteurs. De cette façon, le revenu total de chaque institution (à savoir par exemple les ménages, les entreprises et l'administration) est défini et les dépenses totales de chaque permettent de dégager l'épargne résiduelle. Le bloc balance des paiements est basé sur une version légèrement modifiée du module des équations utilisé par la CNUCED pour projeter les variables de la balance des paiements et de la dette.

iii) Seychelles

15. Le modèle des Seychelles a été conçu spécifiquement pour servir de système d'alerte rapide propre à générer des mesures d'ajustement à court terme afin de faire face aux changements brusques intervenant sur les plans intérieur aussi bien qu'extérieur. Outre qu'il analyse la structure de la production, de la consommation, de la formation de capital et du commerce en valeur réelle et nominale, ce modèle englobe les mouvements à court terme des prix, de la balance des paiements et de l'évolution monétaire, ce qui lui permet de tenir explicitement compte de l'interaction de l'économie nationale et du reste du monde pour évaluer l'ampleur des influences externes transmises.

16. Dans le modèle, l'agriculture est considérée comme variable exogène; la valeur ajoutée du secteur industriel est modélisée de façon à dépendre essentiellement du volume des importations, l'élément importation des industries seychelloises étant estimé supérieur à 60% en moyenne; l'industrie du tourisme est considérée comme tributaire de la croissance globale du secteur des services qui laisse entendre de façon implicite un assouplissement des mesures administratives, des améliorations des services d'hôtellerie et d'approvisionnement, etc. La technique de l'élasticité de la croissance joue à plein dans la plupart de ces fonctions.

17. La fonction de consommation a été modélisée pour tenir explicitement compte du rôle des liquidités réelles et des variations du niveau du revenu national, y compris des envois de fonds sous la forme de revenus des facteurs provenant de l'extérieur. Par ailleurs, les dépenses publiques sont déterminées par le niveau du revenu produit au sein de l'économie lequel à son tour pèse sur la capacité de production de recettes publiques.

18. Les équations de la demande d'importation sont exprimées en tant que fonctions du PIB, de la capacité de l'Etat à mobiliser des ressources, notamment des recettes provenant du tourisme, à l'exclusion

des importations énergétiques qui sont considérées comme uniquement régies par la disponibilité de devises et en particulier la situation des réserves. Les fonctions de demande d'exportation reposent sur la demande et les dépenses mondiales de tourisme pour l'exportation de biens et l'exportation de services respectivement. La balance commerciale et le compte courant de la balance des paiements représentent des identités distinctes.

19. S'agissant de l'équilibre du marché de l'emploi, les équations de la demande de main-d'oeuvre indiquent que les industries fixent le volume de l'emploi en rapport avec le montant prévu du revenu, ce qui permet d'introduire le coût marginal de la main-d'oeuvre. Le montant total des traitements et salaires est censé déterminer le volume de l'emploi.

20. Pour ce qui est de l'équilibre du marché monétaire, la masse monétaire réelle est liée aux prêts des banques commerciales et à la politique de déficit budgétaire. La demande réelle d'argent est exprimée en tant que fonction des taux d'inflation annuels et la demande de crédit en tant que fonction des dépenses publiques et du niveau des importations. Les dépôts à vue et à terme sont des fonctions des activités économiques générales et du niveau général des prix. Le bloc monnaie a donc été introduit explicitement pour établir les relations réciproques entre les politiques budgétaires et l'expansion monétaire.

21. La détermination des prix s'explique par l'inertie récente (ajustement simultané aux prix intérieurs de l'année dernière), l'inflation à l'échelle internationale et le niveau de la masse monétaire réelle. Cette relation explique l'effet des prix mondiaux et du stimulus monétaire sur les taux d'inflation intérieurs.

22. A ce stade, la simulation est réduite à quelques injections exogènes afin d'évaluer d'autres mesures. Ci-dessous figurent une série de scénarios du genre construits pour retrouver les effets des chocs exogènes sur l'économie nationale :

- Variations dans la parité en monnaie locale du dollar;
- Variations dans le niveau des dépenses publiques;
- Variations dans le niveau des transferts nets;
- Mouvements des cours de produits de base;
- Mouvements de la demande mondiale de produits primaires;
- Variations du revenu national brut par habitant de l'OCDE et du déflateur de l'OCDE appliqué à ce revenu;
- Diversité des programmes d'impôts sur le revenu.

23. Aux fins d'expérimentation, deux scénarios ont été envisagés, à savoir les augmentations du revenu national brut par habitant et le déflateur du revenu national brut au sein de l'OCDE, ainsi que la réduction des taxes afin d'examiner les effets probables sur : i) les dépenses des touristes étrangers et l'influence de ces dépenses sur le niveau du PIB et ses divers éléments, y compris les variations dans la capacité d'importation et les effets globaux sur la balance commerciale; et 2) les recettes publiques et leur influence sur les dépenses publiques et partant sur le niveau de l'épargne et de l'investissement.

24. Il conviendrait toutefois de faire observer que le modèle est actuellement dans sa phase d'expérimentation et serait mis tout à fait au point par la suite pendant les étapes ultérieures.

PARTIE III PROBLEMES DE MISE EN OEUVRE

25. L'entreprise que constitue la construction d'un modèle national perfectionné requiert certains éléments de base à l'échelle nationale. Nombre de pays ont certes manifesté un grand intérêt pour les modèles basés sur la MACS, toutefois l'absence de certains de ces éléments s'est révélée être un obstacle majeur à l'idée même de lancement de l'entreprise. Des préalables indispensables à la mise en place de modèles de prévision à court terme basés sur la MACS figurent ci-après :

a) Disponibilité de données de base, en particulier concernant le tableau d'entrées-sorties et niveau élevé de désagrégation des comptes nationaux par exemple jusqu'à la valeur ajoutée par secteur et par facteur de production, aux exportations par secteur et par marché de destination, à la désagrégation du secteur financier, etc.;

b) Disponibilité d'installations informatiques, en particulier au sein du ministère dans lequel le modèle sera exploité; l'ordinateur doit avoir au minimum une capacité de mémoire de l'ordre de 128k - 248k;

c) Formation du personnel essentiel dans la programmation informatique et l'analyse économétrique, notamment aux fins de suivi.

CONCLUSIONS

26. Le secrétariat de la CEA a toujours souligné l'importance de la gestion et de la planification économiques. Il faut maintenir cet accent en particulier compte tenu des programmes régionaux de l'Afrique qui exigent entre autres la formulation de programmes spécifiques au niveau national. C'est ainsi que le secrétariat de la CEA est disposé à apporter aux pays, pour la mise en place de modèles de prévision à court terme, une assistance pour concevoir et arrêter des options fondamentales dans le court terme.